

Reportage/Après l'orage qui a détruit le complexe social de Mouila

Nécessité urgente d'une nouvelle structure



En dépit du passage des pouvoirs publics et de certains entrepreneurs en vue de lancer les travaux, rien n'a bougé. Hélas !

ESSONE-NDONG

Mouila/Gabon

Complètement décoiffé en mai 2014 par un violent orage, le complexe social de Mouila n'est toujours pas réhabilité. Doit-on en conclure un manque d'intérêt de la part des pouvoirs publics? Toujours est-il que le désarroi et l'inquiétude des apprenants et de leurs parents sont tels, qu'ils ne savent plus à quel saint se vouer pour que leur souhait de voir l'infrastructure restaurée se réalise. Afin de permettre aux élèves de renouer avec les enseignements dont ils sont privés depuis plus d'un an, l'urgence commande que soit réalisé un premier bâtiment, en attendant d'entamer le gros œuvre. Etat des lieux.

LA faute à cette violente bourrasque qui, en cette nuit du 04 mai 2014, emporta le toit du complexe des Affaires sociales de Mouila, chef-lieu de la province de la Ngounié. Depuis lors, l'infrastructure,

qui accueillait près de 200 élèves, ne s'est plus relevée de ce terrible coup du sort. Et comment le pourrait-elle, au regard de l'ampleur des dégâts enregistrés ? On aurait dit que le violent orage avait pour mission de rendre à jamais cet établissement d'enseignement inopérant ! Car, en dehors des tables-bancs, que la directrice avait réussi à sauver du déchaînement des éléments de la nature pour les mettre à l'abri à son domicile, tout a été détruit : les matériels pédagogiques et didactiques, les ordinateurs, les réfrigérateurs et les photocopieuses, etc. Le constat est que la paralysie qui frappe aujourd'hui le complexe des Affaires sociales de Mouila pourra durer encore des mois, voire des années, les pouvoirs publics ne semblant pas lui porter un grand intérêt. Quel contraste avec la vague de compassion qui avait suivi le passage de l'orage !

En effet, dès l'annonce de sa démolition par la tornade, plusieurs personna-

lités locales ou de passage dans le chef-lieu de la province de la Ngounié - gouverneur, ministres, parlementaires... - s'étaient rendus à tour de rôle sur le site sinistré, qui pour annoncer l'imminence de l'ouverture d'un chantier, qui pour faire évaluer les travaux à réaliser, flanqué d'un entrepreneur. Une délégation de l'administration de la Prévoyance sociale y avait même fait un tour, ainsi que celle du Corps de la paix américain. Toutes ces bonnes intentions n'ont, hélas, à ce jour, connu aucun début de transformation en actes susceptibles de rassurer les populations. Ces dernières, tout comme les responsables de ce complexe, ont donc toujours les regards rivés vers les gouvernants, pour sa réhabilitation.

UN DEVIS DE 40 MILLIONS DE FRANCS. Sitôt après que les premiers entrepreneurs ont été mobilisés, un devis de 40 millions de francs a été annoncé. Sans plus. En outre,



La toiture arrachée lors de ce sinistre.

des options ont été émises : soit la destruction complète du bâtiment pour une construction toute nouvelle, soit la restauration de l'actuel édifice. Quelle est la meilleure alternative, si la résolution était prise de doter cet établissement scolaire d'une acquisition matérielle conséquente ? Attendons de voir. Cependant, en l'état actuel de ce qui tient encore lieu de bâtiment, celui-ci se fissure davantage avec les intempéries, tandis que toutes les installations sanitaires sont détruites. C'est dire que l'option de «restauration de l'actuel bâtiment» ne sera probablement pas la solution la moins coûteuse. Avec une capacité d'accueil avoisinant les 200 places, le complexe des Affaires sociales de Mouila était essentiellement ouvert aux

enfants des familles démunies, pour des frais d'écolage annuels de 10 000 francs/enfant. Inutile de dire que son rôle social était donc très apprécié. Mais depuis, le désarroi et l'inquiétude se sont emparés des parents d'élèves, ainsi que de la dizaine d'agents qui y exerçaient, auxquels il faut ajouter le personnel du Centre des affaires sociales de Mouila, qui y était également hébergé.

LOT DE CONSOLATION. Certes, un lot de consolation est venu du service provincial de la Famille, qui a cédé deux salles pour la poursuite de la scolarité des enfants. « Mais c'est une goutte d'eau dans la mer, car, les pensionnaires disposaient de six salles de classe dans le complexe so-

cial dévasté. Vous comprenez que les deux salles que la Famille nous a offertes ne peuvent contenir tout le monde », déplore un agent en service aux Affaires sociales. Conséquence : de nombreux enfants, qui n'ont pu trouver place dans les nouveaux locaux ainsi offerts, continuent de végéter. Pourtant, dire que la situation est urgente est un euphémisme. Les besoins sociaux locaux s'expriment de plus en plus avec acuité, dont les réponses sont étroitement liées à la réouverture de ce complexe. Et si cela ne tenait que des responsables de celui-ci, un bâtiment serait construit rapidement pour accueillir une première vague d'enfants, en attendant que le gros œuvre suive.



Le matériel scolaire fut sérieusement abîmé.



Le passage de la violente bourrasque avait complètement décoiffé le complexe social de Mouila en mai 2014, le rendant inopérant depuis lors.



La base 1 et le jardin d'enfants, victimes de la colère des phénomènes de la nature, sont sans toiture depuis plusieurs mois.